



DECLARATION

**DE S. E. M. Ali BONGO ONDIMBA,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE GABONAISE,
CHEF DE L'ETAT**

**A l'occasion
de la Commémoration du 75^{ème} anniversaire de l'ONU**

New York, le 21 Septembre 2020

Monsieur le Président,

Majestés,

Mesdames et Messieurs les Chefs d'État et de Gouvernement,

Mesdames et Messieurs les Chefs de Délégation,

Monsieur le Secrétaire Général,

Mesdames et Messieurs,

Au moment où nos États membres commémorent le 75^{ème} anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, le monde entier a le regard rivé sur nous.

Les Peuples du monde, qui font face aux graves conséquences de la pandémie de la COVID-19 et qui aspirent à vivre en toute dignité et sécurité, scrutent plus que jamais chacune de nos décisions en tant que Dirigeants.

Cette année de commémoration, marquée du sceau de la tragédie, et de bouleversements multiformes, se doit d'être celle d'une prise de conscience de notre interdépendance.

Elle exige de nous une réponse concertée et collective aux principales menaces et défis qui se posent à l'humanité.

C'est indéniablement la vocation première et l'essence même de l'Organisation des Nations Unies. « C'est l'ONU que nous voulons », c'est-à-dire une plateforme de solidarité qui impulse et coordonne notre action multilatérale pour la construction d'un monde meilleur.

Au-delà de la mise en évidence de nos vulnérabilités et de nos limites, l'une des leçons à tirer de cette pandémie est que le multilatéralisme n'est pas une option mais une véritable exigence de la conscience universelle.

Le monde est ainsi à la croisée des chemins. Il nous appartient désormais, de faire un choix avec une dualité d'issues, à savoir :

Soit avancer vers l'avenir avec foi, détermination et solidarité ou laisser libre cours au néo-isolationnisme et à la fatalité, c'est-à-dire à la déstructuration de notre « vivre ensemble ».

C'est pourquoi, au nom des millions de victimes de cette pandémie, de cet ennemi invisible, nous devons opter en cette année de commémoration, pour plus d'action, plus d'engagement et de responsabilité.

L'ordre mondial post-COVID-19 doit résolument s'articuler autour d'un système multilatéral qui conforte les Nations Unies dans son rôle de centre d'impulsion de la coopération internationale et de réponse aux défis d'envergure globale.

L'adoption à l'unanimité d'une Déclaration réaffirmant notre foi au multilatéralisme et notre engagement en faveur de l'avenir des Nations Unies, résonnent ainsi comme un appel urgent à plus d'inclusivité dans l'action de notre Organisation, sur les grandes questions de l'heure.

Notre volonté de réaliser les Objectifs de Développement Durable contenus dans l'Agenda 2030 se doit, d'impliquer plus que par le passé, tous les acteurs pertinents et d'amplifier les synergies entre les Gouvernements, la société civile et le secteur privé.

Monsieur le Président,

Les Nations Unies que nous voulons, doivent être plus justes et solidaires, et refléter fondamentalement les diverses réalités de la scène internationale. Pour cela, la réforme profonde des principaux Organes de l'ONU est plus qu'indispensable, pour une adaptation aux exigences du moment dans un monde en perpétuelle transformation.

C'est pourquoi, l'Afrique mérite de prendre toute sa place parmi les membres permanents et non-permanents du Conseil de Sécurité des Nations Unies, suivant la position commune africaine contenue dans le « Consensus d'Ezulwini ».

Pour clore mon propos, j'aimerais réitérer l'adhésion de mon pays au multilatéralisme et souligner l'indivisibilité de l'humanité. C'est à l'aune de cette perception que les Pères Fondateurs de notre Organisation bâtirent la Charte comme un édifice de sécurité collective et de coprosperité.

C'est également à l'aune de ces valeurs partagées que nous ferons émerger **l'ONU que nous voulons**, c'est-à-dire une Organisation qui soit le reflet d'un monde plus juste, plus sûr et plus équitable pour les générations à venir.

Je vous remercie.